

Après plus d'un an de manifestations hebdomadaires, le soulèvement algérien se poursuit sans relâche. Il a enregistré des victoires historiques, mais il reste encore un long chemin à parcourir, argue ici [Hamza Hamouchene](#).

L'Algérie traverse une période révolutionnaire. Le soulèvement massif qui a commencé en février 2019 se poursuit depuis plus d'un an et montre une incroyable résilience et *soumoud* (détermination).

Le 22 février 2020, premier anniversaire de l'émergence du mouvement populaire sur la scène politique, des millions de personnes ont renouvelé leur croyance en la révolution et exprimé leur détermination à poursuivre la lutte en organisant des marches massives dans diverses parties du pays. En réaction à l'annonce par le président actuel Tebboune de marquer la date comme une journée nationale de « cohésion entre le peuple et l'armée », les manifestants ont scandé : « Nous ne sommes pas venus pour célébrer ; nous sommes venus vous expulser ! »

Le peuple a réaffirmé sa revendication d'un État civil avec un slogan puissant qui est devenu un symbole de l'objectif central du soulèvement, en particulier depuis la mascarade électorale de décembre 2019 : « Tebboune est un faux président. Il a été imposé par l'armée et n'a aucune légitimité... Le peuple a été libéré et c'est lui qui décide... Un État civil maintenant ! »

Réalisations et victoires

Tout au long de l'année, le mouvement populaire (Al Hirak Ach'abi) a accompli beaucoup de choses. Le Hirak a forcé le haut commandement militaire (HCM) à prendre ses distances avec le clan présidentiel et a en effet destitué Bouteflika, président depuis 20 ans. Il a également fait avorter deux élections présidentielles : la première en avril, au cours de laquelle Bouteflika se présentait pour un cinquième mandat et la deuxième le 4 juillet, qui était considérée comme un front pour maintenir la primauté du HCM.

Quoi que nous pensions de la [campagne anti-corruption](#) largement médiatisée du régime - qui n'est constituée en grande partie que d'un écran de fumée et de règlements de comptes entre diverses factions - le fait que des [oligarques de haut profil](#) et des individus autrefois puissants, y compris d'anciens premiers ministres, des [chefs des services de sécurité et le frère du président déchu](#), soient en prison, est une grande réussite en soi. Cela ne serait pas arrivé sans les mobilisations populaires et les appels à la responsabilité et à la fin de la corruption : « Vous avez dévoré le pays... Oh voleurs ! », « Vous serez tous punis »...

Envers et contre tout et malgré les efforts de l'État pour le diviser, le coopter et l'épuiser, le mouvement a maintenu une unité et une paix exemplaires. Cela a été démontré dans divers slogans tels que : « Les Algériens sont frères et sœurs, le peuple est uni, vous n'êtes que des traîtres ». L'une des plus grandes réussites du soulèvement populaire est peut-être le changement de conscience politique et la détermination à lutter pour un changement démocratique radical. Les gens ont découvert leur volonté politique et se sont rendu compte qu'ils contrôlaient leur propre destin. Ce processus libérateur a déclenché une quantité inégalée d'énergie, de confiance en soi, de créativité et de subversion.

Après des décennies passées à restreindre la société civile, à faire taire la dissidence et à atomiser l'opposition, le fait que le mouvement continue de se renforcer après plus d'un an dans la rue, sans reculer ni se calmer, mais en allant de l'avant, est vraiment remarquable et inspirant. Le Hirak a réussi à démêler les toiles de tromperie déployées par le HCM (Haut Commandement Militaire) et sa machine de propagande. De plus, l'évolution de ses slogans, chants et formes de résistance est révélatrice de processus de politisation et d'éducation populaire.

La réappropriation des espaces publics a créé une sorte d'agora où les gens discutent, débattent, échangent des points de vue, discutent de stratégie et de perspectives, se critiquent ou s'expriment simplement de plusieurs manières, y compris à travers l'art et la musique. Cela a ouvert de nouveaux horizons pour résister et construire ensemble. Ceux qui ont déclaré le Hirak mort ont obtenu leur réfutation. Le mouvement populaire est là pour rester et a indiqué sa détermination à forcer le système à céder : « Le peuple veut l'indépendance ! », « C'est nous ou vous, nous jurons que nous ne nous arrêtons pas ! »

La production culturelle prend un autre sens, car elle est associée à la libération et perçue comme une forme d'action politique et de solidarité. Loin des productions folkloriques et stériles sous le patronage étouffant de certaines élites autoritaires, nous voyons [plutôt une culture qui parle au peuple](#) et fait progresser sa résistance et ses luttes à travers la [poésie](#), la [musique](#), le [théâtre](#), les [caricatures](#) et le [street-art](#).

Les femmes ont également joué - et jouent toujours - un rôle crucial dans le soulèvement, comme en témoigne leur forte présence dans les marches et les manifestations dans tout le pays, y compris dans les zones très conservatrices. Elles sont activement impliquées dans le mouvement des étudiants qui a réussi à maintenir ses marches du mardi depuis plus d'un an maintenant. Certaines d'entre elles ont subi la répression et même la prison, mais elles continuent de montrer leur dévouement sans faille à la lutte.

Certaines organisations féministes font de leur mieux pour placer la libération des femmes au centre de cette révolution démocratique et la présence de personnalités révolutionnaires telles que [Djamila Bouhired](#) et [Louissette Ighilahriz](#) dénote que les luttes pour la souveraineté populaire et la libération des femmes sont liées et en cours. Lors de la Journée internationale de la femme (8 mars), les femmes algériennes ont scandé dans les rues : « Nous ne sommes pas là pour célébrer, nous sommes là pour vous déraciner ! »

Ce n'est pas seulement un soulèvement de la classe moyenne. Les classes populaires des quartiers marginalisés, les jeunes chômeurs et les travailleurs pauvres sont tous impliqués, marchant pour la liberté et exprimant également leur indignation face à leur exclusion socio-économique et leur colère face aux processus de paupérisation auxquels ils sont soumis. « Antouma Asbabna ! » crient-ils, ce qui signifie à peu près « Vous êtes responsable de notre misère ! » Beaucoup de slogans et de chants célèbres et poignants ont été inventés et créés par cette « jeunesse sans horizons » qui a soudainement vu une lumière au bout du tunnel. La *Casa d'El Mouradia* (en référence à la populaire série télévisée *La Casa de Papel*) est un [hymne de la révolution qui est née des fans de football](#) et est allée au-delà des stades pour embrasser et enhardir le Hirak.

C'est une révolution !

L'Algérie n'a pas connu des événements aussi importants depuis son indépendance de la domination coloniale française en 1962, et c'est ce qui en fait un moment révolutionnaire et une conjoncture pleine de potentiel de radicalisation et d'escalade de la lutte.

La révolution algérienne en cours pourrait ne pas correspondre à l'imaginaire dominant sur les révolutions, celui des insurrections de masse menées par un parti révolutionnaire d'avant-garde renversant des régimes et prenant le pouvoir, affectant une sorte de rupture avec le passé et conduisant inévitablement à l'instauration d'un nouvel ordre politique et économique avec différentes classes dirigeantes. Celles-ci ont tendance à être des processus violents façonnés par des affrontements sanglants avec les appareils répressifs de l'État, parfois à travers une lutte armée.

Selon les mots de Lénine :

« Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher ».

Lorsque nous appliquons cela à l'Algérie, nous pouvons voir que c'est en fait ce qui se passe. Les gens n'acceptent plus le statu quo et la classe dirigeante actuelle a du mal à contenir le mouvement, malgré tous les moyens à sa disposition à cette fin : répression, violence physique, arrestations, emprisonnement, restriction de la liberté de circulation, suppression des libertés des médias, tactiques de division et de domination par la propagande haineuse, stratagèmes trompeurs pour donner l'impression que des changements se produisent, etc.

Il est vrai qu'il n'existe actuellement aucun parti d'avant-garde révolutionnaire représentant les intérêts des travailleurs pauvres et des masses populaires capable de diriger la révolution. Il est également vrai que les travailleurs ne participent pas activement à la révolution en tant que travailleurs en raison de la faiblesse et de la fragmentation du mouvement syndical indépendant. Et il est vrai que le soulèvement n'a pas encore remanié le système ni réussi à créer une rupture radicale avec l'ancien régime, car les élites oligarchiques et militaires sont toujours au pouvoir, mais avec un remaniement dans la configuration des classes dirigeantes. Cependant, le caractère révolutionnaire du mouvement populaire est clairement visible.

Au cours de l'année écoulée, ce mouvement a surmonté tant d'obstacles, évité de dangereuses polarisations et fait preuve d'un génie indéniable pour deviner les manœuvres du régime ; répondant toujours par des slogans et tactiques très créatifs, flamboyants, intelligents et radicaux. Par exemple, la jeunesse a rendu très difficile aux candidats à la présidentielle de mener leurs campagnes dans divers endroits du pays en bloquant l'accès à leurs villes ainsi qu'en perturbant les réunions. Les gens ont activement boycotté les élections du 12 décembre en fermant certains bureaux électoraux dans la région de Kabylie et en organisant des manifestations le jour des élections. Lorsque les résultats ont été annoncés le lendemain, les gens sont descendus dans la rue pour dénoncer la mascarade électorale.

Suite à l'annonce que le projet de loi sur les hydrocarbures favorable aux multinationales serait discuté au Parlement en novembre 2019, les gens sont spontanément descendus dans la rue pour la première fois un dimanche (début de la semaine de travail en Algérie) pour protester devant le Parlement afin de dénoncer les tentatives des élites comprador de saper davantage la souveraineté de leur pays. Et une réaction similaire a eu lieu lorsque le président Tebboune a annoncé en janvier que l'Algérie exploiterait son potentiel de gaz de schiste. Les gens ont répondu : « Vous fracturez à Paris, pas ici ! » en référence aux multinationales françaises comme Total, intéressées par l'exploitation des ressources en schiste de l'Algérie.

Les Algériens savent de quoi les militaires sont capables et malgré le [traumatisme de la décennie noire](#) (la guerre odieuse contre les civils des années 90), ils insistent courageusement : « Un État civil, pas un État militaire ! » Ainsi le système algérien est exposé pour ce qu'il est : une dictature militaire se cachant derrière une façade « démocratique ».

Anti-colonial et souverain dans l'âme

Donc, au-delà des arguments largement sémantiques sur le fait qu'il s'agisse d'un mouvement, d'un soulèvement, d'une révolte ou d'une révolution, on peut dire avec certitude que ce qui se passe actuellement en Algérie est un processus transformateur riche en potentiel émancipateur.

L'évolution du mouvement et ses revendications spécifiquement autour de « l'indépendance », de la « souveraineté » et de « la fin du pillage des ressources du pays » sont un terrain fertile pour les idées anticoloniales, anticapitalistes, anti-impérialistes et même écologiques et peuvent ouvrir la voie à une lutte progressiste en mobilisant les forces sociales concernées : travailleurs (formels et informels), paysans, jeunes sans emploi, masses populaires, etc.

Ce qui renforce cette affirmation, c'est le fait que cette révolution algérienne, comme la précédente dans les années 50, est [profondément anti-coloniale](#). Il s'agit d'une caractéristique unique qui la différencie dans une certaine mesure des autres soulèvements en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest et, à mon avis, mérite plus d'attention et d'analyse. Compte tenu de leurs expériences des plus cruelles, subies sous un colonialisme de peuplement génocidaire et raciste, beaucoup soutiennent que les Algériens ont nourri un profond sentiment de justice sociale, toujours présent et perceptible jusqu'à aujourd'hui.

Les Algériens établissent un lien direct entre leur lutte actuelle et la lutte coloniale anti-française des années 50 et voient leurs efforts comme la poursuite de la décolonisation. En scandant « Les généraux à la poubelle et l'Algérie sera indépendante », ils dévoilent le récit officiel vide (autour de la glorieuse révolution) et révèlent qu'il a été utilisé sans vergogne par une [bourgeoisie antinationale pour poursuivre scandaleusement l'enrichissement personnel](#).

Les Algériens récupèrent ainsi ces références révolutionnaires et réaffirment leur désir d'être les vrais héritiers des martyrs qui ont sacrifié leur vie pour la libération de ce pays. Nous avons vu tant de slogans et de chants qui ont capturé ce désir et fait référence à des vétérans de la guerre anticoloniale tels que Ali La Pointe, Amirouche, Ben Mhidi et Abane : « Oh Ali [la pointe] vos descendants ne s'arrêteront jamais jusqu'à ce qu'ils arrachent leur

Ces sentiments anticoloniaux et la réaffirmation que l'indépendance officielle n'a aucun sens sans souveraineté populaire et nationale sont réaffirmés par une hostilité ferme à toute ingérence étrangère et à toute intervention impérialiste. Et cela va des puissances occidentales à la Russie, la Chine, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, etc. Autant dire que le Hirak algérien est un mouvement anti-systémique à politique anti-coloniale.

Les défis du Hirak

Comme pour toute révolution, les forces contre-révolutionnaires se mobilisent pour la faire dérailler, l'écraser ou la contenir. Et cela se fait à plusieurs niveaux : politique et économique, matériel et discursif, local et régional. Pour un compte rendu détaillé de la façon dont la contre-révolution s'est manifestée en Algérie, on peut consulter [l'essai de Brahim Rouabah](#) sur cette question. Cependant, il convient de souligner ici quelques points.

Les périodes de révolutions et de soulèvements peuvent également être des périodes où se renforcent les politiques économiques impopulaires et où on accorde davantage de concessions aux investisseurs étrangers. Les cas de la loi de finances 2020 et de la nouvelle loi sur les hydrocarbures sont édifiants. La loi de finances devrait rouvrir la porte aux emprunts internationaux et imposer des mesures d'austérité sévères en supprimant diverses subventions et en réduisant les dépenses publiques. Au nom de l'encouragement des investissements directs étrangers (IDE), elle prévoit d'exempter les multinationales des tarifs et taxes et d'augmenter leur part dans l'économie nationale en supprimant la règle de l'investissement à 51/49 % qui limite la part de l'investissement étranger dans tout projet à 49 %, sapant encore plus la souveraineté nationale.

Concernant la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui est entrée en vigueur en janvier 2020, l'ancien ministre de l'Énergie n'a pas hésité à déclarer en octobre dernier que le projet de loi avait été élaboré après « des négociations directes avec les cinq majors pétrolières ». La loi est favorable aux multinationales et permettra aux sociétés pétrolières d'obtenir des concessions à long terme, d'expatrier les revenus, de les décharger de leurs responsabilités fiscales et des transferts de technologie.

Un autre signal positif pour les multinationales est la nomination d'un nouveau ministre de l'énergie qui a contribué à l'élaboration de la nouvelle loi et qui, en plus des incitations et des concessions mentionnées ci-dessus, ouvre la voie à des projets destructeurs tels que l'exploitation du gaz de schiste au Sahara et des ressources offshores en Méditerranée.

Nous ne pouvons donc pleinement comprendre la situation politique en Algérie sans examiner les influences et interférences étrangères et saisir la question économique sous l'angle de [l'accaparement des ressources naturelles, du \(néo\)colonialisme énergétique et de l'extractivisme](#). Cela inclut les énormes concessions faites aux multinationales et les pressions venant de l'extérieur pour exécuter une libéralisation plus poussée afin de supprimer toutes les restrictions au capital international et d'intégrer pleinement l'Algérie dans l'économie mondiale dans une position totalement subordonnée. C'est dans ce contexte que nous devrions voir la [récente visite d'une équipe du FMI en Algérie](#).

La campagne contre-révolutionnaire actuellement en cours en Algérie n'est pas conduite uniquement au niveau local, mais aussi par une constellation d'acteurs régionaux et

internationaux d'États et d'entreprises : au niveau régional, les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte mènent la contre-révolution en utilisant leur argent et leur influence pour arrêter et écraser les vagues de révolte potentiellement contagieuses dans la région.

On sait que le HCM (Haut Commandement Militaire) algérien entretient de très bonnes relations avec les Émiratis. Le défunt chef du HCM, le général Gaid Salah a été durement critiqué par le mouvement populaire pour avoir reçu des ordres des Émirats arabes unis : « Gaid Salah est le laquais des Émirats arabes unis ». Son successeur, le général Chengriha a effectué une visite dans le pays fin février et a été invité à plusieurs foires d'armement.

Il est également révélateur que le président Tebboune ait choisi l'Arabie saoudite comme destination de sa première visite d'État après son élection. En ce qui concerne l'Égypte, la collusion entre les deux complices est évidente. En fait, la première visite d'El Sissi après le coup d'État a eu lieu en Algérie en juin 2014, dans le but de discuter de la coordination en matière de sécurité et d'énergie. Aux côtés des Saoudiens et des Emiratis, les Égyptiens ont retourné la faveur par le biais de [groupes de trolls](#) et de campagnes de désinformation afin de discréditer le Hirak algérien. Au niveau mondial, les puissances occidentales telles que la [France](#), [les États-Unis](#), le [Royaume-Uni](#) et le [Canada](#), ainsi que leurs grandes sociétés, sont toutes complices et soutiennent le régime algérien, voulant que rien ne vienne menacer leurs intérêts économiques et géostratégiques.

Ajoutez à cela la situation en cours en Libye voisine où se déroule une guerre par procuration impliquant de nombreux acteurs : France, Italie, Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Égypte, Turquie, Russie, Soudan, Jordanie... Ce qui se passe là-bas est profondément préoccupant pour le processus révolutionnaire en Algérie et au-delà : une escalade de la guerre déstabilisera non seulement toute la région, mais mettra également un frein au mouvement populaire en Algérie.

Un autre défi auquel est confronté le Hirak est la perspective de nouvelles divisions qui doivent être absolument évitées. Le Hirak a réussi à surmonter les divisions entretenues par le régime pendant des décennies. Nous avons vu comment les gens scandaient : « Arabes, Kabyles, tous frères et sœurs ! » en réponse aux tentatives d'attiser les flammes de la discorde en poussant à une campagne de haine contre les Kabyles et en interdisant le brandissement de l'emblème culturel amazigh.

Le Hirak algérien doit montrer une fois de plus le même rejet de l'ancienne polarisation « islamistes contre laïcs » qui a tendance à être imposée par les éradicateurs, ces « laïcards » et « démocrates » qui se sont rangés du côté du régime militaire meurtrier dans sa campagne d'éradication de tous les « islamistes » et de leurs sympathisants dans les années 90 suite au coup d'État militaire.

Premièrement, tous les islamistes ne sont pas identiques et tous ne prêchent pas la violence. Certains d'entre eux ont appris des erreurs du passé et ont évolué vers l'acceptation de principes démocratiques comme dans le cas d'Al Nahda en Tunisie. Et certains d'entre eux n'ont jamais été compromis par les relations avec le régime en place. Il semble que ceux qui refusent de bouger sur leurs positions sont ces éradicateurs « démocrates » qui ont tendance à être ces élites colonisées francophones qui ont intériorisé une conception antireligieuse (actuellement islamophobe) de la laïcité et qui devraient reconnaître qu'ils ont commis une erreur politique majeure en s'engageant du côté des militaires à l'époque.

Le contexte actuel d'acceptation de l'Autre, où les gens résistent et combattent ensemble – quels que soient leur milieu social et leur idéologie – est un espace où ces types de polarisations qui divisent devraient être surmontés. Cela a été démontré une fois de plus par un nouveau slogan pertinent : « Ce ne sont pas les islamistes, ce ne sont pas les laïcs... C'est la bande qui nous vole ouvertement ».

En l'absence d'une force politique hégémonique capable de diriger le mouvement et de transformer ses revendications en un projet politique et économique cohérent, il devient essentiel pour toutes les forces d'opposition, islamistes ou laïques, de droite ou de gauche de créer un large front tactique pour déplacer d'une manière significative l'équilibre des forces sur le terrain vers le côté du mouvement populaire et forcer le régime militaire à négocier et à concéder.

C'est une leçon que le soulèvement algérien peut apprendre de son homologue au Soudan. Le vide créé par des décennies de répression politique, de fragmentation et de cooptation des acteurs politiques permet au régime de continuer à prendre des initiatives et même à créer certaines réalités sur le terrain. Cela doit être dépassé en se ralliant autour d'un bloc d'opposition unifié qui fera avancer une feuille de route alternative de transition.

La condition pour rejoindre un tel front/alliance devrait être la croyance en une véritable transition démocratique qui ouvrira les possibilités d'un changement radical. Il va sans dire que les forces progressistes et patriotiques doivent maintenir leur indépendance et poursuivre la lutte au niveau socio-économique contre les libéraux dans leurs variantes laïques ou islamistes et contre toutes les forces conservatrices qui portent un programme social réactionnaire. Les élites politiques doivent relever le défi et assumer leur responsabilité historique.

Se préparer à la longue lutte à venir

Le soulèvement algérien a entamé sa deuxième année et malgré les immenses difficultés et défis, le mouvement continue ses immenses mobilisations hebdomadaires. Ceci va certainement changer avec la pandémie du coronavirus.

Ce premier anniversaire doit être considéré non seulement comme un moment de célébration, mais aussi comme un moment de réflexion collective et d'apprentissage de ses réalisations ainsi que de ses lacunes et de ses erreurs. Nous sommes dans [une situation d'équilibre relatif](#) dans la balance des forces sur le terrain. Le Hirak n'a pas pu renverser le régime et ce dernier n'a pas pu épuiser le mouvement. Les Algériens mobilisés dans le Hirak n'abandonnent pas et refusent d'approuver la façade démocratique de la dictature.

Le système ne cédera pas facilement. Pour cette raison, l'équilibre des forces doit être déplacé de manière significative vers les masses en maintenant la résistance (grèves générales, autres actes de désobéissance civile qui prennent en considération la crise sanitaire globale actuelle) pour forcer le régime à céder le pas aux demandes du peuple. Le Hirak doit réaliser d'autres gains et victoires afin de se consolider et cela doit se faire de la manière suivante :

1/ structurer le mouvement à la base en poussant et en encourageant l'auto-organisation locale sur le lieu de travail, à travers des comités de quartier, des collectifs d'étudiants et de femmes, des représentations locales indépendantes et l'ouverture de plus d'espaces de

discussion, de débat et de réflexion afin d'avoir une solide plate-forme ou un programme cohérent. Cela inscrira la dynamique à moyen et long terme et pourrait imposer une situation de double pouvoir ;

2/ insister sur les libertés d'expression individuelles et collectives et s'organiser tout le temps et faire campagne sans relâche pour la libération de tous les prisonniers politiques ;

3/ et enfin, marier la justice sociale et les droits socio-économiques aux exigences démocratiques. Parce que si l'Algérie continue sur cette voie de libéralisation et de privatisation, nous verrons certainement plus d'explosions sociales et de mécontentement, car un consensus social ne peut être atteint tant que la paupérisation, le chômage et les inégalités qui en résultent se poursuivent. Le récent effondrement des prix du pétrole pourrait bien enfoncer le dernier clou dans le cercueil d'un système rentier qui dépend fortement des exportations de pétrole et de gaz pour sa survie.

Dans ce contexte, les Algériens ne doivent pas creuser leurs propres tombes en arrêtant leur révolution à mi-chemin. La lutte pour la démocratisation sera longue et doit se poursuivre sous différentes formes. Espérons simplement que 2020 apportera plus de victoires au mouvement du peuple algérien.

Photo d'illustration :

<https://photos.google.com/share/AF1QipMcLYxjrCjhSARZKWaGB7UUgbiqfBoX4ISVSK1wdx7KhXfXhix3f5u6jcn9P0oFKg?key=RGEwOU9nRUdjeUdBM3BWLXc4Q1JiZfZVZC1wQTRn>.